

SANTÉ...SÉCU...UNE AUTRE RÉFORME EST POSSIBLE !

CONTRE LES PROJETS DE LA DROITE

Le projet libéral est de réduire le régime obligatoire commun à la couverture des risques graves et de confier le reste aux régimes complémentaires (en premier lieu aux assurances privées). La santé n'a rien à gagner avec la recherche du profit. Cette politique aura pour effet de menacer le droit à la santé pour tous. La réforme de l'Aide Médicale d'Etat (AME) qui compromet gravement l'accès aux soins des étrangers sans papiers est déjà une illustration de cette politique.

Cette politique est rejetée par une large majorité des Français.

Maintenir le statu quo ou réformer, comme le préconisent certains, dans la logique des réformes précédentes (diminuer les remboursements, continuer à fermer de façon technocratique des lits d'hôpitaux, maintenir les numerus clausus, continuer de donner un rôle marginal à la prévention) n'est pas plus acceptable.

Les Verts affirment depuis des années que notre système de santé a besoin d'une réforme profonde si l'on veut sauvegarder le principe de solidarité et répondre aux besoins actuels de santé.

LES VERTS APPELLENT A LA TENUE D'ETATS GÉNÉRAUX CITOYENS DE LA SANTÉ

Le gouvernement veut faire passer sa réforme à la hussarde, en juillet...! Cela ne laisse présager rien de bon. C'est, de plus, antidémocratique. C'est pourquoi les Verts appellent à la tenue d'Etats Généraux Citoyens pour permettre aux citoyens de ce pays de prendre la parole sur une réforme qui les concerne tous, eux et leurs familles.

Une vaste coalition est possible pour mettre en échec le projet libéral. De nombreuses forces sociales sont aujourd'hui convaincues de la nécessité d'une alternative progressiste : associations d'usagers, de malades et de victimes, organisations syndicales et mutualistes, associations luttant pour le pluralisme thérapeutique, professionnels de la santé et gestionnaires du système. Tous aspirent à une redéfinition du système et de ses missions au service du bien commun.

POUR ÊTRE TENU-E-S AU COURANT DES INITIATIVES DES VERTS :

- ... Commandez la cassette vidéo «Santé, Sécu, une autre réforme est possible»
- ... Rendez-vous sur le site des Verts pour lire tous les documents de la campagne «Santé, Sécu» et consulter l'agenda des réunions : <http://www.les-verts.org>

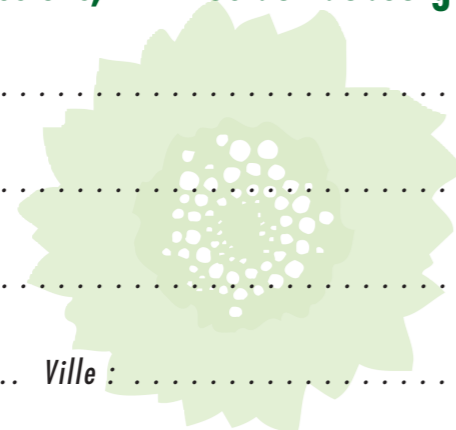


Coupon à renvoyer (ne pas envoyer d'argent, vous recevrez prochainement un courrier) à :
Les Verts, services adhésions, 247 rue du Faubourg-St-Martin, 75010 Paris.

NOM, Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :



Santé... Sécu...

Une autre réforme est possible !

Depuis 2 ans, cyniquement, la droite a laissé filer le déficit de l'assurance maladie, et tente aujourd'hui de justifier le remplacement d'un système basé sur la solidarité par un système basé sur la marchandisation de la santé. Les élections régionales ont marqué un désaveu des réformes libérales. Le gouvernement doit en tenir compte.

Les Verts ouvrent le débat et proposent une autre réforme pour sauvegarder le principe de solidarité et répondre aux problèmes de santé actuels.

L'enjeu : passer du droit aux soins au droit à la santé.



LES VERTS, J'ADHÈRE !

SANTÉ ... SÉCU ... UNE AUTRE RÉFORME EST POSSIBLE !

NOTRE ENVIRONNEMENT, C'EST NOTRE SANTÉ !

...❖ *Pollutions, malbouffe, stress, précarité : voilà les causes principales de nos maladies aujourd'hui.*

Au siècle dernier, on a vaincu les grandes épidémies par des mesures d'hygiène et d'amélioration de l'habitat, de la qualité de l'eau, etc. Aujourd'hui, un effort similaire doit être entrepris en matière d'environnement pour faire reculer les grandes maladies respiratoires, les allergies, le diabète...

Les cancers ont progressé de 63% en 20 ans. La crise de l'amiante aura coûté la vie à plus de 100 000 personnes. La pollution atmosphérique est responsable de plusieurs milliers de morts par an. La canicule de l'été 2003 a tué 15 000 personnes...

Précarité et conditions de travail sont préoccupantes en termes de santé mentale : suicides, dépressions, surconsommation de psychotropes ...

UN FINANCEMENT PLUS COHÉRENT ET PLUS JUSTE

...❖ *Lier le financement de l'assurance maladie aux objectifs de santé en généralisant le principe du pollueur-payeur.*

La progression des dépenses de santé ne se traduit plus par des progrès sanitaires. Le poids des dépenses de médicaments, par exemple, augmente de 10% par an, mais les problèmes de fond ne sont pas réglés. Le financement actuel de l'assurance maladie repose sur les cotisations sociales et sur la Contribution Sociale Généralisée (CSG). Les libéraux prétendent que le système n'est plus viable et que la seule solution est la privatisation, partielle ou totale. Pas d'accord !

De même qu'une politique de prévention permettra de nouvelles économies, on doit générer de nouvelles recettes en appliquant systématiquement le principe pollueur-payeur, en taxant les produits et les activités nuisibles à santé. La CSG doit être élargie et rendue plus juste.

ADAPTER L'OFFRE DE SOIN AUX RÉALITÉS D'AUJOURD'HUI

...❖ *Vieillesse, maladies liées à l'environnement et aux conditions de vie : le système créé en 1945 doit être adapté aux besoins d'aujourd'hui.*

Les principaux problèmes de santé aujourd'hui, ce ne sont plus les maladies infectieuses, mais les maladies chroniques comme les cancers, les maladies cardio-vasculaires ou respiratoires... Notre système basé sur la consommation de médicaments et les soins curatifs est inadapté, et il coûte de plus en plus cher. La surconsommation de médicaments bénéficie davantage aux multinationales pharmaceutiques qu'à la santé des citoyens. Tous les soins se concentrent de plus en plus à l'hôpital. Ce déséquilibre entre hôpital et soin de proximité se paie en termes de coûts, de qualité et de surcharge de travail pour les personnels hospitaliers.

DES INSTITUTIONS RÉNOVÉES, UNE GESTION PLUS DÉMOCRATIQUE

...❖ *Faire place à tous les acteurs de la santé, mieux s'organiser au niveau local, au niveau régional.*

Le système de santé s'est construit sur la gestion paritaire patronats syndicats de l'assurance maladie. Cette gestion est en crise : opacité, manque de légitimité démocratique (les dernières élections sociales datent de 1983 !), incapacité à faire face aux nouveaux enjeux. Le départ du Medef des organismes de gestion a fait perdre au système paritaire le peu de crédibilité qui lui restait.

Les professionnels de la santé doivent être associés aux décisions, tout comme les nouveaux acteurs que sont les associations de malades (SIDA...), de victimes (amiante...), de consommateurs ou de protection de l'environnement.

Les efforts doivent être coordonnés au niveau régional, parce que les besoins ne sont pas les mêmes dans le Nord Pas-de-Calais ou en Midi-Pyrénées.

LES VERTS PROPOSENT :

- De promouvoir une industrie et une agriculture plus respectueuses de l'environnement et de la santé de leurs salariés, des consommateurs et des riverains.
- De rendre le citoyen acteur de sa santé, par l'éducation et la promotion de la santé.
- De développer un « tiers secteur » associatif qui prenne en charge au niveau local la prévention et l'accompagnement des personnes affaiblies.
- D'appliquer le principe pollueur-payeur en taxant les activités responsables des problèmes de santé, non seulement le tabac et l'alcool, mais aussi d'autres produits alimentaires dont l'excès peut être nocif (comme le sel, qui provoque 25 000 morts par an par hypertension), les substances chimiques comme les pesticides, ou encore la publicité.
- D'augmenter la CSG en l'étendant à tous les revenus financiers et en la rendant progressive...
- De développer les possibilités de recours aux médecines non conventionnelles...
- De bannir au niveau européen les produits dangereux pour la santé, notamment chimiques (directive REACH)
- De privilégier au niveau européen les mécanismes d'assurance maladie solidaire et non-lucratifs.

LES VERTS PROPOSENT :

- De recentrer l'hôpital sur ses missions fondamentales : former, être un centre de référence technique, traiter les cas les plus lourds.
- De réduire la consommation de médicaments en contrôlant les pratiques des groupes pharmaceutiques, et en favorisant les médicaments génériques.
- De développer un système de santé de proximité, à travers par exemple la création de « maisons de santé » qui rassembleraient en un même lieu différents professionnels libéraux.
- De faire élire par les assurés et les professionnels d'une région un Conseil régional de la santé regroupant trois agences : sur l'offre de soin, sur la santé environnementale et professionnelle, sur la promotion et l'éducation à la santé.
- De créer un Conseil national de la santé regroupant les agences concernées.
- De créer des Comités locaux de santé, en prenant appui sur les maisons de santé et les réseaux de santé...